



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 16 novembre 2020

Extrait de la délibération affiché le **23 novembre 2020**.

L'an deux mille vingt, **le seize novembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 10 novembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT** (présente à partir de la communication n°2), Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Éric **LE FEVRE**, Jean-Pierre **LAURENT** (départ à compter de la délibération n°8-178), Isabelle **CREVEL**, Virginie **VANDAELE**, Aurélien **LECACHEUR**, Arnaud **LECLERRE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**.

Excusés ayant donné pouvoir

Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Virginie **VANDAELE** (présente à partir de la communication n°2)
Jean-Luc **HEBERT** donne pouvoir à Sylvain **CORNETTE**
Gilles **BELLIERE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Isabelle **CREVEL**
Aliké **PERENDOUKOU** donne pouvoir à Aurélien **LECACHEUR**
Edith **LEROUX** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Nicolas **BERTIN** donne pouvoir à Véronique **BLONDEL**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Yannick **LE COQ**
Patrick **DENISE** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**
Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** donne pouvoir à Éric **LE FEVRE**
Catherine **OMONT** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Thierry **GOUMENT** donne pouvoir à Damien **GUILLARD**
Aline **MARECHAL** donne pouvoir à Pascale **GALAIS**
Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Virginie **VANDAELE** (départ à la délibération n°8-178)
Agnès **MERLIN** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Virginie **LAMBERT** donne pouvoir Arnaud **LECLERRE**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 16 novembre 2020

2020.11/INFO18

INFORMATION : DELEGATION DE COMPETENCES ACCORDEES A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – COMMUNICATION.

M. Jérôme DUBOST, Monsieur le Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe les domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT

- Que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISIONS DU MAIRE

N° Décision	TITRE
DE2011I_1M	Marchés publics – Contrôle de sécurité dans les établissements recevant du public, contrôle des matériels – Avenant 1 - Signature
DE2011I1_2M	Marchés publics – Travaux de reconstruction et d’entretien du parc d’éclairage public, d’entretien des bornes automatiques et de travaux d’effacement des réseaux aériens – Accord-cadre à bons de commande - Signature
DE2011I_3M	Marchés publics – Acquisition d’un tracteur de pente porte-outils avec reprise de l’ancien – Marché - signature
DE2011I_5M	Marchés publics – Entretien et maintenance des matériels de restauration – Marché - Signature
DE2006I_1DT	DETECO – Convention d’occupation temporaire 5 rue Henry Lemonnier – Vestiaire pour les entreprises de travaux des HALLETTES
DE2011I_4F	FINANCES – Modification de la régie de recettes pour l’encaissement des droits d’occupation du domaine public
DE 2009I_2ESPCDV	ENVIRONNEMENT – Demande de subvention pour un montant de 26 104 euros HT à l’Office Français de la Biodiversité pour répondre à l’appel à projets Atlas de la Biodiversité Communale 2020
DE2010I_1CSJM	CSJM - Accord des différentes subventions du département 76 pour 2020
DE2010I_2CSJM	CSJM - Accord des différentes subventions de la CAF de Seine Maritime pour 2020
DE2012I_01B	BIBLIOTHEQUE – Convention de louage de choses pour exposition – signature



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2011I_1M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article 139 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- L'article 140 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La réglementation en vigueur pour le contrôle de sécurité dans les établissements recevant du public ;
- Le marché de contrôle de sécurité dans les établissements recevant du public, contrôle des matériels, équipements et engins de travail, signé avec la société DEKRA Industrial SAS (Agence du Havre – 300 Boulevard Jules Durand – 76600 LE HAVRE), et notifié le 06 mars 2020 ;
- La nécessité d'intégrer de nouveaux contrôles et bâtiments au marché actuel ;


DÉCIDE :

De signer une modification n° 1 avec la société DEKRA Industrial SAS pour les contrôles et bâtiments suivants :

- Mise à disposition des charges pour la vérification et les essais en charge des différents équipements utilisés : Salle Michel Vallery - Place Oscar Commettant : pour un montant de 275 € HT par an,
- Vérification initiale ponctuelle pour 4 nouveaux sites (conformément à la réglementation en vigueur) :
 - Service Education Jeunesse - Rue Oscar Germain : pour un montant de 240 € HT
 - Service Police Municipale - Avenue Saint Exupéry : pour un montant de 192 € HT
 - Complexe Max Louvel - rue Henri Matisse : pour un montant de 384 € HT
 - Stade Claude Dupont - Rue Georges Braque : pour un montant de 144 € HT
- Vérification périodique des installations électriques : Maison des Arts - Rue des Docteurs Ducastel : pour un montant de 150 € HT par an.

Imputation budgétaire
Exercice 2020 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : toutes fonction selon les bâtiments et structures
Nature et intitulé : 6156 : maintenance

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
DateA : 14/09/2020
QualitéA : Maire 

ACTE EXECUTOIRE - Reçu en Sous-Préfecture le : 14/09/2020



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2011I_2M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- le procès-verbal de la commission marché du 3 septembre 2020 ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de relancer un marché de travaux de reconstruction et d'entretien du parc d'éclairage public, d'entretien des bornes automatiques et de travaux d'effacement des réseaux aériens restant à la charge de la commune de Montivilliers ;
- la consultation publique organisée le 19 juin 2020 ;

DÉCIDE :

De signer un accord-cadre mono attributaire à bons de commande avec la société RESEAUX ENVIRONNEMENT (ZA les Sapins – 76110 BREAUDE) pour la réalisation de ces travaux.

Les commandes sont fixées annuellement de la manière suivante :

Maximum annuel HT : 250 000 €

L'accord-cadre est signé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, renouvelable tacitement chaque année pour une durée totale ne pouvant excéder 4 ans.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cet accord-cadre.

Imputation budgétaire

Exercices 2020 et suivants - Budget Principal

Sous-fonction et rubriques : 814 : éclairage public

Nature et intitulé : 615232 : réseaux

et 2135 : installations générales, agencements, aménagements des constructions

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Envoyé en préfecture le 23/11/2020

Reçu en préfecture le 23/11/2020

Affiché le

SLO

Signé par :

DateA : 29/09/2020

QualitéA : Maire

ID : 076-217604479-20201116-M_DE2011__INFO1-DE

Yvonne Dubst

ACTE EXECUTOIRE - Reçu en Sous-Préfecture le : 29/09/2020



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2011I_3M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- le procès-verbal de la commission marché du 3 septembre 2020 ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'acquérir un tracteur de pente porte-outils avec reprise de l'ancien tracteur, destiné aux services espaces verts et propreté de la Ville ;
- la consultation publique organisée le 6 juillet 2020 ;

DÉCIDE :

De signer un marché avec les établissements SIMON MOTOCULTURE (3 place Charles Pesquet – 76280 GONNEVILLE LA MALLET) pour un montant se décomposant de la façon suivante :

- Coût d'acquisition : 76.303,00 € HT – 91.563,60 € TTC
- Montant de la reprise de l'ancien tracteur (sans les équipements montés) : 10.000,00 € HT – 12.000,00 € TTC
- Montant de l'offre (acquisition – reprise) : 66.303,00 € HT – 79.563,60 € TTC

D'autoriser le paiement des frais afférents à cette prestation.

Imputation budgétaire
Exercices 2020 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 823 (espaces verts urbains)
Nature et intitulé : 2188 (autres immobilisations corporelles)

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Envoyé en préfecture le 23/11/2020

Reçu en préfecture le 23/11/2020

Affiché le

SLO

Signé par : Jérôme
Date : 06/10/2020
Qualité : Maire

ID : 076-217604479-20201116-M_DE2011__INFO1-DE

Jérôme Quist

ACTE EXECUTOIRE - Reçu en Sous-Préfecture le : 7/10/2020



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2011I_5M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- le procès-verbal de la commission marché du 15 septembre 2020 ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de procéder à la maintenance et à l'entretien des matériels de restauration de la Ville de Montivilliers ;
- la consultation publique organisée le 25 juin 2020 ;

DÉCIDE :

De signer un marché pour l'entretien des matériels de restauration avec la société CF CUISINES – 23 rue des Métiers – 14123 CORMELLES LE ROYAL pour un montant se décomposant de la façon suivante :

Les prestations de Maintenance des matériels seront traitées annuellement sur prix forfaitaires comme suit :

- Service Restauration Municipale : 11.345 euros HT
- Centre social Jean Moulin : 300 euros HT
- Service des Sports : 360 euros HT

Les prestations de Réparations des matériels seront traitées à prix unitaires selon le bordereau des prix du marché. Le montant maximum annuel de commandes est fixé à 35.000 euros HT sur le budget de la ville.

Le marché prendra effet à sa date de notification, pour une durée d'un an, renouvelable tacitement chaque année. Sa durée totale ne pourra excéder 4 années.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cette prestation.

Imputation budgétaire
Exercices 2020 - Budget Principal et suivants
Sous-fonction et rubriques : 251/40/6322
Nature et intitulé : 6156/61558

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Envoyé en préfecture le 23/11/2020

Reçu en préfecture le 23/11/2020

Affiché le

SLO

Signé par : Jérôme
Date : 06/10/2020
Qualité : Maire

ID : 076-217604479-20201116-M_DE2011__INFO1-DE

ACTE EXECUTOIRE – Reçu en Sous-Préfecture le : 07/10/2020



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2006I_1DT

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la Ville de Montivilliers,

VU,

- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

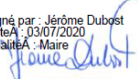
- La Ville de Montivilliers est propriétaire sous portage de l'EPFN d'un local sis 5 rue Henry Lemonnier à Montivilliers (76290)
- La ville de Montivilliers souhaite mettre à disposition un local destiné à servir de vestiaire pour les entreprises de travaux qui réaliseront les travaux dans les Hallettes bâtiment, futur village d'artisans d'art, à partir du 30 juin 2020 jusqu'au 15 novembre 2020 inclus

DÉCIDE :

- D'établir une convention d'occupation temporaire du domaine privé afin de fixer les modalités d'occupation du local 5 rue Henry Lemonnier, 76290 Montivilliers, d'une surface de 55 m² cadastré AN n°210.

Imputation budgétaire
Sans incidence financière

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 03/07/2020
Qualité : Maire




DECISION N° DE2011I _4F

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la Ville de Montivilliers,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1611-6, R.1611-2 à R.1611-5, R.1617-1 à R.1617-18, relatif à la création de régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La délibération du 19 mai 1983 portant création de la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'occupation du domaine public et pour la délivrance des documents cadastraux ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- La délibération du 26 mai 2020 portant sur la délégation du Conseil Municipal au Maire pour la création et modification de régies de recettes et d'avances ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 28/09/2020 ;

DECIDE

De modifier l'article comme suit :

Article 7 : Etant donné le montant moyen mensuel des recettes encaissées et selon la réglementation en vigueur, le régisseur est astreint à un cautionnement. Il percevra une indemnité de responsabilité dont le montant est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Pour information, l'ensemble des articles de la régie est repris en annexe.

Ampliation de la présente décision sera :

- Remise au régisseur titulaire
- Transmise à Madame la Sous-Préfète
- Transmise à Monsieur le Trésorier principal de Montivilliers

Fait à Montivilliers, le 28 septembre 2020.

Le Maire,

Jérôme DUBOST

ACTE EXECUTOIRE – Reçu en Préfecture le : 7/10/2020

ANNEXE

Article 1^{er} : Il a été institué une régie de recettes pour l'encaissement des droits d'occupation du domaine public, excepté pour les terrasses.

Article 2 : Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de paiement suivants :

- Numéraire
- Chèques bancaires, postaux

Article 3 : Cette régie est installée auprès des services techniques, Mairie de Montivilliers, 28 rue Raoul Dufy, 76290 Montivilliers.

Article 4 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à : 1.220,00 €.

Article 5 : Le régisseur doit verser la totalité des recettes encaissées au moins une fois par trimestre.

Article 6 : Le régisseur et les mandataires suppléants seront désignés par le Maire sur avis conforme du comptable public assignataire.

Article 8 : Les mandataires suppléants, étant donné la courte durée de leurs fonctions, ne sont pas astreints à un cautionnement. Ils ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.

Article 9 : Les recouvrements des recettes encaissées seront effectués contre délivrance de quittances.

Article 10 : Le régisseur doit produire au Maire les pièces justificatives de recettes au moins une fois par mois.

Article 11 : Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

République Française



DÉCISION N° DE2009I_2ESPCdV

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la Ville de Montivilliers,

VU,

- La loi n°2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office Français de la Biodiversité ;
- l'article L.2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La Ville de Montivilliers dispose d'un patrimoine naturel riche.
- Le maintien et la valorisation de la biodiversité communale est un enjeu fort pour la Ville de Montivilliers
- La Ville de Montivilliers s'est vu remettre la reconnaissance « Territoire Engagé pour la Nature » en octobre 2019. Dans ce projet est inscrit la mise en place d'un Atlas de la Biodiversité Communale et l'intégration de ses résultats dans les documents de planification, notamment le Plan Local d'Urbanisme en cours de révision.

DÉCIDE :

- De répondre à l'appel à projets Atlas de la Biodiversité Communale 2020 de l'Office Français de la Biodiversité pour solliciter une subvention d'un montant de 26 104 € HT.

Imputation budgétaire
Exercice 2020 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 0205
Nature et intitulé : 7478
Montant : 26 104 €

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 14/09/2020
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 23/11/2020

Reçu en préfecture le 23/11/2020

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20201116-M_DE2011__INFO1-DE

Envoyé en préfecture le 26/10/2020

Reçu en préfecture le 26/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20201020-DE2010I_1CSJMB-AU

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2010I_1CSJM

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la Ville de Montivilliers,

VU,

- L'article L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales, loi n° 2015-991 du 7 août 2015
- L'article L. 1111-8-2 du code général des collectivités territoriales, loi n° 2015-991 du 7 août 2015
- L'article L. 131-1 du code des relations entre le public et l'administration.
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Le Centre Social Jean Moulin, acteur de territoire par son projet social en matière de culture, de prévention, de soutien à la parentalité et d'éducation populaire ;
- Le centre Social Jean Moulin, par son pilotage de différents projets annuels financés et portés par la Caisse d'allocation familiale de seine Maritime : le dispositif CLAS, soutien à la parentalité, projet hors les murs et initiatives habitants ;

DÉCIDE :

- De se voir accorder différentes subventions de la CAF de Seine Maritime pour l'année 2020 ;
- De recevoir la somme de 6 963€ ;

Imputation budgétaire
Exercice 2020 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 6322
Nature et intitulé : 74

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,
Jérôme DUBOST

é par : Jérôme Dubost
SA : 20/10/2020
Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2010I_2CSJM

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la Ville de Montivilliers,

VU,

- L'article L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales, loi n° 2015-991 du 7 août 2015
- L'article L. 1111-8-2 du code général des collectivités territoriales, loi n° 2015-991 du 7 août 2015
- L'article L. 131-1 du code des relations entre le public et l'administration.
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Le Centre Social Jean Moulin, acteur de territoire par son projet social en matière de prévention et de soutien aux familles ;
- Le centre Social Jean Moulin, par son pilotage de différents projets annuels financés et portés par le Département de Seine Maritime : soutien à la parentalité et projet prévention mieux vieillir en maintenant le lien social

DÉCIDE :

- De se voir accorder différentes subventions du département 76 pour l'année 2020 ;
- De recevoir la somme de 4 105€ ;

Imputation budgétaire
Exercice 2020 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 6322
Nature et intitulé : 74

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,
Jérôme DUBOST

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 27/10/2020

Reçu en préfecture le 27/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20201020-DE2012I_01B-AU

DÉCISION N° DE2012I_01B

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire : n° 4 « louage de choses ».

CONSIDÉRANT :

- l'intérêt d'agrémenter l'exposition « Montivilliers à la Belle Époque », qui se déroulera à Montivilliers du 13 octobre au 14 novembre 2020, le prêteur prête gratuitement à l'emprunteur 12 objets.

- Qu'ils sont mis à la disposition de la Bibliothèque municipale Condorcet de Montivilliers du 6 octobre au 17 novembre 2020.

- Que le transport aller et retour est compris dans cette durée, la date d'expédition « retour » faisant foi.

- Que l'ensemble d'objets et pièce est assuré « clou à clou » par une police d'assurances tous risques aux frais de l'emprunteur, pour une valeur de 2 000 euros auprès de la SMACL, assureur de la Communauté Urbaine Seine Métropole.

DÉCIDE :

- De signer un contrat de prêt auprès de Mme Nathalie LUCAS BLEY habitant 9, rue Louis Lequette – 76290 Montivilliers le 6 octobre 2020 à titre gracieux.

Sans incidence budgétaire

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date A : 20/10/2020
Qualité A : Maire